

Alors que le Québec assume la coprésidence de l'Alliance Au-delà du pétrole et du gaz, les organisations environnementales présentent leurs attentes pour ce nouveau rôle

Dubaï, 5 décembre, 2023 - Alors que le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Benoit Charette [annonce](#) que le Québec devient coprésident de l'Alliance Au-delà du pétrole et du gaz (*Beyond Oil and Gas Alliance, BOGA*), les organisations environnementales font part de leurs attentes pour le Québec.

Avec cette nouvelle entrée en fonction de coprésident à titre de représentant spécial pour les états infranationaux au sein de BOGA, le Québec aura un rôle de premier plan à jouer dans la promotion de la transition énergétique à l'échelle mondiale.

En effet, ce nouveau rôle vient avec de plus grandes responsabilités. Le Québec se doit maintenant de redoubler d'effort à l'échelle provinciale pour combler les lacunes dans ses plans actuels, et aussi de prendre un rôle plus proactif au sein de la fédération canadienne et dans le monde.

Au Québec : plus d'ambition plus rapidement

Le Québec doit à la fois rehausser son niveau d'ambition climatique et renforcer ses mécanismes d'implantation. Pour ce faire, il doit augmenter sa cible domestique actuelle de 37,5% à au moins 65% en-dessous des niveaux de 1990 d'ici 2030 afin de faire sa [juste part de l'effort mondial de limitation de la température à 1,5°C](#). Le Québec doit aussi immédiatement bonifier son plan de lutte contre les changements climatiques qui ne lui permet actuellement d'atteindre [que 60% de sa cible](#), déjà insuffisante.

Le Québec doit également rattraper son retard sur la transition juste. En s'inspirant des exemples internationaux et en prenant la pleine mesure de la négociation du *Programme de travail sur la transition juste* à la COP28, il doit travailler dès maintenant avec les organisations syndicales, patronales, autochtones, régionales et environnementales pour s'assurer d'un plan juste pour les travailleur.euse.s du Québec.

Par ailleurs, ayant accueilli la COP15 sur la biodiversité l'année dernière, le Québec se doit d'en faire davantage pour protéger la biodiversité sur son territoire, en plus d'encourager le Canada à lier les objectifs de l'Accord de Kunming-Montréal à ceux de l'Accord de Paris, pour faire en sorte que les réponses à la crise climatique permettent aussi de stopper et renverser la perte de biodiversité.

Tirer le Canada vers le haut

À une COP où les premier.ère.s ministres de certaines provinces sont venu.e.s pour promouvoir les combustibles fossiles et retarder la transition vers les énergies renouvelables, le Québec doit plutôt pousser le Canada vers une plus grande ambition. Alors que [9 Québécois.e.s sur 10](#) veulent que l'industrie pétrolière et gazière soit obligée de réduire ses émissions, le Québec doit plaider pour que le prochain plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier soit assorti d'un objectif ambitieux qui oblige les plus gros pollueurs du Canada à faire leur juste part, avec une réglementation mise en place rapidement.

Finance climatique internationale

Le Québec doit aussi faire sa juste part en matière de finance climatique internationale, conformément à sa responsabilité historique dans la crise climatique et à sa capacité financière. Il peut déjà passer à l'action en contribuant au fonds pour les pertes et préjudices, comme l'ont fait d'autres acteurs infranationaux. Nous encourageons également le Québec à accroître ses contributions pour l'adaptation aux changements climatiques, afin de refléter son engagement envers la résilience mondiale, dont particulièrement en ce qui concerne les communautés les plus vulnérables.

Citations

Leïla Cantave, Responsable pour le Québec, Réseau action climat Canada (CAN-Rac):

« Dans son nouveau rôle de coprésidence au sein de BOGA, le Québec se trouve à un carrefour critique. Cette fonction s'accompagne d'une responsabilité significative. Le Québec doit maintenant concrétiser ses engagements en matière de lutte contre les changements climatiques, non seulement au niveau local, mais aussi en influençant positivement la trajectoire mondiale et celle du Canada. C'est une opportunité unique pour le Québec de façonner activement l'agenda climatique mondial et de montrer au monde comment un leadership efficace peut conduire à des changements concrets. »

Patricia Clermont, coordonnatrice de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME):

« Nous espérons grandement que le Québec annoncera des actions concrètes et cohérentes afin d'assumer un leadership efficace à titre de coprésident de BOGA. Nous espérons aussi que sa participation à la COP 28 consolidera des décisions au Québec même pour continuer la sortie du Québec des hydrocarbures et du gaz. C'est aussi une question de santé planétaire (qui allie santé humaine et santé environnementale) car une sortie efficace et cohérente des énergies fossiles contribuera aussi à réduire les coûts pour nos systèmes de santé. Les Québécois.es ont faim de commencer enfin à rencontrer nos objectifs de réduction de GES, et ils et elles ont besoin de constater que le Québec est véritablement sérieux et même capable d'être un chef de file mondial à ce titre - ou du moins de ne pas être en queue de peloton. »

Denis Bolduc, secrétaire général à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ):

« Le Québec se démarque par son hydroélectricité et a mis fin à la technique de fracturation hydraulique, nécessaire pour l'exploitation des gaz de schiste, il y a quelques années. N'empêche, avec ce nouveau rôle, il doit poursuivre ses efforts pour sortir complètement des énergies fossiles, en respectant le principe de transition juste, et donner l'exemple aux autres gouvernements. »

Andréanne Brazeau, analyste des politiques climatiques chez Équiterre à la COP28:

« On s'attend à ce que le Québec aide le gouvernement fédéral et les autres provinces canadiennes à tracer la voie pour se débarrasser du fardeau de la production d'énergies fossiles. En prenant la co-présidence de l'Alliance *Beyond Oil and Gas*, il est en bonne position pour le faire. Maintenant, le Québec devra parallèlement rehausser son ambition climatique, car sa cible date de 2015, et s'attaquer à la consommation trop élevée de combustibles fossiles. Tout ça doit faire partie d'un plan qui va au-delà d'un simple

verdissement de ses secteurs d'activité économiques et industriels et qui fait réellement avancer la transition juste.»

Charles Bonhomme, responsable - affaires publiques et communications à la Fondation David Suzuki :

« L'annonce concernant le nouveau leadership du Québec au sein de l'alliance BOGA envoie un signal important. En espérant que ça encouragera le gouvernement à prendre des engagements climatiques ambitieux afin de décarboner l'ensemble des secteurs de notre société, notamment ceux du transport et du bâtiment. L'équité est la clé pour que tous et toutes bénéficient de cette transition tant attendue. La Déclaration sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) ne peut d'ailleurs pas être ignorée dans le contexte de notre décarbonation. »

Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie, Greenpeace Canada:

« Le Québec a mis fin à l'exploration et exploitation pétrolière et gazière grâce à la mobilisation de la société civile qui a combattu avec succès les projets de production et de transport d'énergies fossiles. En se drapant de vert, le gouvernement du Québec essaie de cacher un manque d'ambition flagrant pour la réduction des émissions de GES alors qu'il est en voie d'atteindre à peine 60% de sa cible pour 2030, soit une performance pire que tous les pays du G20. Le Québec doit exiger que le Canada plafonne immédiatement et réduise les émissions de son secteur pétrolier et gazier, et il doit faire preuve de beaucoup plus d'ambition pour réduire les émissions sur le territoire québécois. »

Anne-Céline Guyon, analyste climat-énergie, Nature Québec:

« Certes le Québec a un immense rôle à jouer à l'international. La co-présidence de BOGA vient avec d'énormes responsabilités pour tirer l'ensemble des membres de l'Alliance vers un haut niveau d'ambition. Ayant lui-même posé le geste de fermer la porte à l'exploitation des énergies fossiles sur le territoire, le Québec devrait notamment inciter les autres à en faire de même dans un futur rapproché. Il doit aussi maintenant prêcher par l'exemple à l'échelle domestique où il a encore tout un travail à faire pour non seulement rencontrer sa cible de réduction 2030 mais surtout la dépasser afin qu'elle atteigne les exigences de la science climatique. Travailler sur la consommation énergétique doit être son grand chantier, en la réduisant dans un premier temps et en décarbonant dans le deuxième, notamment en sortant le gaz des bâtiments. »

André-Yanne Parent, directrice générale, Réalité climatique Canada:

« Nous saluons le leadership du Québec à la co-présidence de BOGA. Nous sommes impatient·e·s de voir le leadership québécois se traduire par le recrutement d'autres provinces canadiennes à rejoindre l'alliance. En revanche, il est primordial de réduire non seulement la production, mais aussi la consommation des énergies fossiles et d'assurer une transition juste sur le plan social. À ce titre, nous continuerons de faire pression pour une cible plus ambitieuse et la réduction efficace des émissions, car celles-ci ont continué d'augmenter en particulier dans le secteur des transports. Nous sommes ravi·e·s d'entendre le ministre Charrette exiger de l'ambition dans le cadre de cette COP pour une sortie complète des énergies fossiles, c'est exactement ce que nous attendons au Québec

également, en sortant le gaz des bâtiments et en gardant le gaz du Québec dans le sol, comme l'exige d'ailleurs la loi. »

– 30 –

Pour plus d'information

Nature Québec

Gabriel Marquis, Directeur des communications

581-307-8613 | gabriel.marquis@naturequebec.org

À propos de Nature Québec

Nature Québec est un organisme national sans but lucratif œuvrant à la conservation des milieux naturels et à l'utilisation durable des ressources depuis 1981. Appuyée par un réseau de scientifiques, son équipe mène des projets et des campagnes autour de 4 axes : la biodiversité, la forêt, l'énergie et le climat, ainsi que l'environnement urbain. L'organisme regroupe plus de 145 000 membres et sympathisant.es, 30 groupes affiliés et est membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En ville comme en région, Nature Québec sensibilise, mobilise et agit en vue d'une société plus juste, à faible empreinte écologique et climatique, solidaire du reste de la planète.

Pour en savoir plus : naturequebec.org